RÉMY LEVEAU

ACTEURS ET CHAMPS DE FORCE

LES MASSACRES QUE SUBIT depuis l'été 1997 la population algérienne ne doivent pas restreindre le champ d'analyse à des tentatives approximatives d'explication de l'horreur, qui ne peuvent être fondées que sur des éléments d'appréciation incertains et biaisés. Faute d'informations fiables, on reconstruit trop souvent des modèles simplistes basés sur des visions *a priori* des comportements des adversaires, d'un côté l'armée, de l'autre les divers segments d'un mouvement islamiste dispersé et constamment ravivé depuis la crise de 1992.

Les quelques éléments qui seront présentés ici s'efforceront de mettre en perspective les champs de force dans lesquels se situent les interventions des acteurs. Sans postuler le caractère rationnel des conduites de violence, on peut tenter de décrypter la logique des jeux de contrôle des ressources et des alliances qui semblent œuvrer derrière l'irrationalité des comportements. L'histoire de l'Algérie, les rapports avec les pays voisins, à commencer par le Maroc, l'importance et les limites d'une économie dominée par la rente pétrolière peuvent fournir quelques clés. En dernier ressort, des comparaisons avec des sociétés soumises à des tensions violentes dans des périodes de transition alimentent la réflexion.

L'ORIGINE DE LA CRISE

La crise actuelle est révélée par l'interruption en janvier 1992 d'un processus électoral qui conduisait les islamistes au pouvoir ou, pour le moins, à un partage des responsabilités avec les militaires algériens dans des conditions qui paraissaient défavorables à ces derniers. L'origine du malaise provient à la fois des révoltes d'Alger d'octobre 1988

et des mouvements sociaux qui accompagnent au Maghreb la guerre du Golfe. Après 1988, les militaires refusent de s'engager trop directement dans la répression des révoltes urbaines. Ils sont réticents à jouer automatiquement le rôle de défenseurs aveugles d'un pouvoir présidentiel qui ne sait pas gérer des transitions imposées par l'évolution de l'environnement international. L'armée n'est pas alors opposée à une évolution pluraliste du système politique si celle-ci évite le recours à la violence pour assurer les adaptations économiques nécessaires et à partir du moment où on lui garantit la permanence de son rôle et de ses ressources. Mais les réformes engagées par le gouvernement Hamrouche risquent de chambouler des réseaux clientélistes liés à certains clans militaires. Ces derniers craignent aussi un engagement répété de la troupe dans les tâches de contrôle et de répression. De
30 telles interventions feraient perdre à l'armée sa capacité de réponse aux menaces extérieures et l'exposeraient au risque de voir certaines de ses unités fraterniser avec les émeutiers. Après une période d'expectative et de retrait face aux tentatives de réformes du président Chadli et de son Premier ministre, la hiérarchie militaire va réviser ses choix à l'occasion de la guerre du Golfe. Les mouvements de foule orchestrés par les islamistes s'en prennent alors directement à l'attentisme de l'armée algérienne dans le conflit. Ils laissent percevoir chez certains dirigeants du FIS une volonté de s'emparer du pouvoir avec le soutien de la rue. Le succès des islamistes aux élections communales de juin 1990 et aux législatives de décembre 1991 ne fera donc que précipiter une décision qui était en train de mûrir dans les cercles d'officiers.

La prise de conscience de nouveaux rapports de force à l'échelle mondiale, l'impossibilité de maintenir un jeu d'équilibre (non-alignement) qui reposait sur un soutien diplomatique et militaire du bloc soviétique rendent d'autant plus nécessaire un contrôle strict de la situation intérieure. L'armée se replie alors sur la principale ressource dont elle dispose : le contrôle de la fourniture du pétrole et du gaz, ainsi que la production de la rente qui en découle. Elle augmentera la capacité de livraison par la rénovation des installations de liquéfaction, le doublement du gazoduc vers l'Italie et la construction d'un nouveau gazoduc vers l'Espagne. La sécurité de l'appareil de production, de transport et de transformation sera assurée à partir de 1994 de façon prioritaire, au détriment de la protection de la population. Agissant ainsi, l'armée se présente comme un partenaire fiable, contribuant notamment à l'approvisionnement énergétique d'une Europe du Sud qui a privilégié la filière gaz (et refusé la solution nucléaire).

Elle équilibre cette association avec l'Europe par un partenariat privilégié dans sa mise en œuvre avec les compagnies pétrolières et les sociétés de service anglo-saxonnes, japonaises et coréennes. Cette stratégie de coopération ouverte permet en retour à l'Algérie d'obtenir des aides diplomatiques et financières importantes. En 1994, ce pays a pu réunir le soutien du FMI, de la Banque mondiale, de l'Union européenne et du G7 pour assurer le rééchelonnement de sa dette. L'ensemble des concours a été évalué à 40 milliards de francs, la France apparaissant dans cette opération comme une sorte de partenaire privilégié et captif à cause de son passé d'ancienne puissance coloniale et des craintes de voir la guerre civile algérienne se déplacer sur son territoire en prenant appui sur l'immigration.

Le gouvernement algérien a mis à profit ce soutien pour écarter toute perspective de prise de pouvoir par les islamistes. L'engagement direct de l'armée dans la crise après 1992 n'avait pas réussi à les soumettre totalement comme le président Ben Ali était alors parvenu à le faire en Tunisie. Les arrestations avaient entraîné l'éclatement du mouvement et sa dissociation entre une aile bourgeoise, qui entreprit de porter des coups au pouvoir par l'intermédiaire de groupes armés (l'AIS) qui continuaient à observer certaines règles, et une jeunesse urbaine désœuvrée rejoignant plutôt les maquis du GIA, qui s'en prend sans distinction à l'ensemble de la population et aux étrangers. L'armée a certes perdu le monopole de la violence légitime mais elle a également empêché par la création de forces spéciales et la multiplication des milices de village toute action d'envergure des maquis menaçant son emprise. La réduction totale de la violence lui échappe, mais l'on peut faire aussi l'hypothèse que le maintien d'un certain niveau de désordre lui fournit des moyens de pression internes et internationaux.

Elle a pu ainsi écarter toute solution politique élaborée en dehors d'elle par les partis ayant participé aux élections de 1991 (dont le FIS). Ces derniers avaient rédigé à Rome en novembre 1994 et janvier 1995, sous le patronage de la communauté de San Egidio, une plate-forme qui prévoyait le retour à la paix civile par un processus pluraliste institutionnalisé. Les militaires n'ont cessé d'œuvrer à réduire à néant cette tentative en construisant une institutionnalisation entièrement placée sous leur contrôle, faisant écarter de la direction des partis tous ceux qui avaient osé les défier et excluant entièrement le FIS du jeu électoral qu'ils organisaient, tout en se réservant la possibilité de négocier directement avec les anciens leaders du parti islamiste.

L'objectif à long terme des militaires semble orienté vers le contrôle des transformations de l'économie algérienne. Celles-ci se situent globalement dans le cadre d'un processus d'ajustement structurel autoritaire, refusant toute forme de pluralisme. Les militaires restent marqués de façon négative par l'expérience du gouvernement Hamrouche, pendant lequel l'absence de maîtrise de l'ouverture politique avait conduit le FIS aux portes du pouvoir alors que le président Chadli voulait seulement sortir du parti unique en cherchant à équilibrer le poids supposé du FLN. Le projet des militaires reste sensiblement comparable à celui des réformateurs : faire sortir l'Algérie d'une dépendance trop forte à l'égard d'une économie fondée à plus de 95 % sur la rente pétrolière sans perdre le contrôle de sa répartition. Cette évolution est nécessaire pour consolider le rôle régional de
32 l'Algérie (notamment dans sa rivalité avec le Maroc) et redéfinir sa stratégie internationale dans un contexte d'après-guerre froide, tant à l'égard de l'Europe que de ses partenaires mondiaux. Pour sortir d'une situation d'État rentier et des formes de dépendance qu'elle entraîne à l'égard de l'Europe, l'Algérie cherche à mettre à profit les privatisations des terres, des entreprises et des commerces, à peine entamées faute de soutien politique. Dans ce processus de transformation économique, les militaires veulent conserver le contrôle des opérations et ne pas subir les contraintes de technocrates ou d'entrepreneurs rendus autonomes par leurs appuis extérieurs. Ces enjeux peuvent contribuer à expliquer les luttes de clans à l'intérieur d'un système de commandement qui reste globalement solidaire et cohérent, fonctionnant par consensus.

Cela n'exclut pas, en dehors des cercles dirigeants, la poursuite des violences pendant un temps indéterminé, dans la mesure où celles-ci sont nécessaires à la domestication d'une classe moyenne urbaine et de groupes d'intellectuels francophones effrayés par l'islamisme radical. A l'opposé, cette stratégie suppose que soit négocié un compromis privilégié avec les islamistes « bourgeois », anciens leaders historiques ou dissidents du FIS, visant à les dissocier des islamistes « populaires » (FIS-AIS contre GIA) par des appels à la trêve. Ce compromis a pour but la légitimation du processus de privatisation, de suppression des subventions, de licenciements et de dévolution de larges pans de la richesse publique à des partenaires privés, le cas échéant en association avec des capitaux étrangers en priorité anglo-saxons. En contrepartie, un certain ordre moral islamique peut être acceptable pour gérer des contraintes et des solidarités. Le processus qui s'amorce ainsi contri-

buera à structurer l'économie et la société algériennes dans le futur. Il peut mieux expliquer la violence, les luttes de clans et les associations pour le partage des dépouilles que les prétendus caractères originaux de l'islam ou de la société algérienne.

Les Enjeux des Violences et des Luttes de Clans

Il est hasardeux de construire un système d'explication des violences. Mais les données de la crise actuelle se situent dans la suite des rivalités et des affrontements engagés depuis 1988. Dans la longue durée, l'armée s'est imposée comme acteur central. Elle a su, ce qui au départ était peut-être plus incertain, garder sa cohésion, régler ses conflits et, notamment, gérer son système de promotions par consensus. L'élimination n'a pas fonctionné comme mode de régulation du groupe de pairs. On cite toutefois les cas de certains officiers supérieurs qui auraient fait l'objet de promotions présidentielles bouleversant les grands équilibres et qui ont été malencontreusement victimes d'accidents de la route ou d'attentats « islamistes ». Les violences à la marge du groupe n'ont pu que renforcer la cohésion du noyau central, en dépit des rumeurs périodiques de coup d'État qui précarisent le rôle joué par le président Zeroual. A partir de là, on peut tout aussi bien mettre l'accent sur l'unité de l'équipe militaire au pouvoir que sur les clans ou générations qui marquent les clivages et préfigurent des réorientations. Au crédit de l'unité on peut porter le fait que, sur le terrain, la contestation islamique a été laminée par cinq années de répression techniquement efficace. Elle est marginalisée et son éclatement entre les prisons, les maquis, l'exil, les composantes militaires, politiques, religieuses, bourgeoises ou populaires la constituent en interlocuteur intrinsèquement faible par rapport au pouvoir.

Le *leadership* militaire peut même avoir eu intérêt à maintenir cette contestation en réserve après avoir usé les partis politiques dans un jeu institutionnel laborieux, qui avait pour objectif principal de discréditer le processus de San Egidio et de montrer que ceux qui y avaient participé en faisant fi du rôle de l'armée acceptaient maintenant de jouer celui qu'elle leur assignait. Dans une sorte de partage des rôles, la présidence s'est engagée dans cette voie à partir de 1995. Elle a fait monter en puissance des partis d'inspiration islamique capables de récupérer la clientèle et les cadres du FIS (Hamas, puis MSP), elle a contribué à affaiblir le FLN, ne jouant plus avec un FFS réduit

qu'un rôle de parti régional, puis organisé un parti gouvernemental s'appuyant sur d'anciens combattants, des syndicalistes et une partie des cadres dissidents du FLN. Après des élections présidentielles qui ont été orchestrées comme un succès personnel du président Zeroual (65 % de votes en sa faveur) reconnu par ses adversaires, on a vu se dérouler des élections législatives caractérisées par un « pluralisme » rigoureusement contrôlé par le pouvoir, plus proche du système marocain que des incertitudes de 1991.

En jouant sur l'institutionnalisation, la présidence a renforcé sa légitimité par rapport à un état-major de l'armée contrôlé par le général Laamari, mais pas au point de s'en rendre totalement indépendante. Celui-ci constitue donc le second pôle du système militaire algérien. Il a longtemps symbolisé une politique qualifiée d'« éradicatrice », plus
34 complémentaire de celle de la présidence qu'elle ne lui a été opposée. En fait, le général Laamari et ses adjoints, les généraux Medienne (Tewfiq) et Ismail Laamari (Smaïn), représentent avant tout les intérêts collectifs d'une caste d'officiers supérieurs désireuse de préserver de façon durable son accès aux ressources dérivées de la rente pétrolière. Ils sont aussi les porte-parole des nouvelles générations d'officiers qui ont pris des responsabilités dans la répression après 1992. L'armée algérienne compte maintenant plus de 140 généraux contre moins d'une vingtaine il y a dix ans. Si la présidence négocie avec les chefs islamistes, l'état-major et les officiers de terrain n'entendent pas faire les frais de cette ouverture. Ils vont à la fois mettre un frein aux initiatives et reprendre à leur compte cette stratégie en choisissant pour interlocuteurs directs les chefs militaires de l'AIS, Madani Mezrag et Benaïch, avec qui ils vont conclure fin septembre 1997 une trêve qui pourrait déboucher sur l'intégration de leurs forces dans le dispositif militaire pour lutter contre les maquis du GIA. Sur le terrain, cette trêve va déclencher des massacres de la part des GIA, qui se retournent contre des villageois peu armés et mal protégés, notamment ceux qui ont voté pour le FIS en 1990 et 1991.

Le parallélisme et la rivalité des négociations menées avec le FIS et l'AIS par la présidence et l'état-major se traduisent alors par une confusion qui n'est sans doute pas étrangère à la violence spectaculaire qui atteint la Mitidja et coïncide avec des rumeurs de coup d'État de plus en plus insistantes lorsque le dialogue avec Abassi Madani ne débouche pas sur un appel à la trêve mais sur un appel à l'internationalisation de la crise. Il semble alors que les généraux en retraite Belkhir et Nezzar, que l'on considère comme les « parrains » du sys-

tème militaire, soient intervenus pour éviter l'éclatement et la dérive violente à l'intérieur du groupe des pairs. En arbitrant la querelle entre la présidence et l'état-major et en œuvrant au *statu quo*, ils préservaient les intérêts d'un troisième pôle, celui de la génération de 1988 arrivée aux responsabilités après les émeutes d'octobre. L'élargissement de la base du pouvoir et le partage des bénéfices avec les islamistes « bourgeois » (qui constituait la contrepartie inévitable du compromis) leur apparaissaient comme une imprudence. Ils y voyaient aussi une menace contre leurs intérêts, fondés très largement sur le contrôle de la rente pétrolière et des diverses commissions dérivant des programmes d'importation.

En outre, sans que l'on puisse totalement identifier chacun des clans militaires avec une option précise de politique économique, il semble bien que l'on soit en face de l'un des enjeux majeurs de la crise. 35
Le clan des anciens généraux reste favorable à un système fondé sur la redistribution de la rente pétrolière à l'intérieur d'un réseau militaire fermé. L'intégration des groupes islamistes « bourgeois » leur semble inutile à court et à long terme. Contrôlant largement les promotions, sachant manier les solidarités régionales, les générations et la culture unitaire du système militaire, ils peuvent encore jouer le rôle d'arbitres et contrôler des choix économiques conservateurs, tant que la rente pétrolière et les aides extérieures se maintiennent à un niveau satisfaisant.

Face à ces choix, la présidence, appuyée par certains groupes de technocrates financiers et pétroliers, estime urgent d'amorcer une évolution vers l'utilisation de la rente pour le financement des projets de développement rendus possibles par une politique active de privatisation. Cette politique veut favoriser et contrôler l'expansion d'une classe d'entrepreneurs en rompant avec la voie suivie par le FLN au lendemain de l'indépendance. Elle reprend à certains égards des orientations libérales affichées par le FIS dès le début de son essor. Ces choix des courants islamistes « bourgeois » peuvent rejoindre aujourd'hui ceux des équipes présidentielles, qui estiment nécessaire une ouverture économique indépendante du secteur des hydrocarbures qui rendrait l'Algérie moins vulnérable aux pressions extérieures. La société et l'économie marocaines, qui fonctionnent avec des ressources largement inférieures à celles de l'Algérie, leur paraissent sous cet angle un modèle à suivre. Cette alliance de ce qui peut apparaître comme un complexe militaro-technocratique avec des islamistes « bourgeois » (dont ceux du FIS) semble motivée, entre

autres, par le besoin de légitimer une politique de développement aux conséquences sociales douloureuses (suppression des subventions, licenciements, ventes des terres et des entreprises publiques à des proches du pouvoir et même ouverture du capital de la Sonatrach à des partenaires extérieurs). Bien que contrôlée étroitement par le pouvoir militaire et ses réseaux clientélistes, cette politique vise à une véritable croissance économique et à l'intégration de l'Algérie dans le système international, équilibrant une association inévitable avec l'Europe par une relation renforcée avec les États-Unis. Elle peut accepter à terme l'idée d'une certaine autonomisation de la société, laissant des marges de choix à une nouvelle classe d'entrepreneurs privés, et non une simple stérilisation clientéliste des ressources publiques. Or il semble que cette voie, poursuivie à partir de 1995 par la
36 présidence, soit reprise maintenant par un état-major désireux de s'en assurer le contrôle, notamment lors du processus de privatisation des entreprises publiques. Les stratégies des groupes recoupent donc certaines formes d'orientation à long terme de l'économie et de la société, rompant autant avec les choix initiaux du FLN qu'avec une simple extrapolation de l'économie pétrolière. C'est en fait vers un système économique diversifié et plus performant que s'oriente l'Algérie, voulant faire appel à l'investissement étranger et aux capitaux privés. Cette transition peut s'accommoder de la violence – et même l'entretenir comme mode de fonctionnement ordinaire, tant que le choix des personnes et des groupes qui pourront bénéficier de la dévolution de ces « biens nationaux » ne sera pas fait. C'est sans doute à ce prix que se fabrique la société algérienne du XXIe siècle. Mais, à terme, le pouvoir algérien devra accepter de devenir plus contrôlable et prévisible s'il veut s'insérer, comme il le semble, dans les flux internationaux de capitaux. Dans une phase transitoire, il valorise plutôt sa capacité de nuisance pour faire pression sur l'extérieur, y compris en utilisant la martyrisation de sa population.

L'Environnement International

Une première constatation s'impose : la guerre civile algérienne se déroule en vase clos. Elle ne déborde pas sur les pays voisins et les mouvements islamistes n'ont pratiquement pas de soutiens étatiques extérieurs. Certains gouvernements en rivalité avec l'Algérie, comme le Maroc ou la Libye, ont pu être accusés marginalement d'avoir aidé les maquis du GIA en réponse à des ingérences ou des tentatives de

déstabilisation d'origine algérienne (attentats de Marrakech). Des réseaux de soutien plus sérieux ont pu fonctionner en s'appuyant sur les fractions marginalisées et radicalisées de l'émigration d'origine maghrébine en Europe. Des liens ont pu se former également à l'extérieur avec les islamistes turcs pour pratiquer une assistance mutuelle ou avec les trafiquants de drogue du Rif pour gérer des approvisionnements en armes. Mais ces prolongements restent marginaux, surveillés et, en fin de compte, tolérés, dans la mesure où le caractère délictueux de ces activités par rapport aux lois du pays hôte est souvent délicat à prouver. De leur côté, les mouvements islamistes cherchent à l'extérieur des sanctuaires sans s'attaquer le plus souvent aux intérêts de pays tiers.

La France constitue un cas particulier à cause du soutien qu'elle apporte à un gouvernement algérien qui a réussi à la transformer en partenaire captif et muet, jouant sur l'ignominie héréditaire de son passé colonial et la pusillanimité de son élite du pouvoir, dont la gestion associe immigration, islam et Algérie dans une représentation terrifiante. On est donc en face d'un conflit alimenté par la rente pétrolière et par l'arrivée chaque année sur le marché de plus de 100 000 jeunes urbains qui ne trouvent de débouchés que dans les milices ou les maquis. L'absence de visas et le manque de ressources enferment la classe moyenne urbaine. Les pays voisins (Tunisie, Maroc) se protègent et limitent l'accès à leur territoire à de courtes périodes. En dépit du confinement de la crise, l'imaginaire des pays européens et maghrébins est hanté par la crainte d'un déferlement migratoire en cas d'implosion du système algérien. Si un tel phénomène se produisait, ce qui paraît hautement improbable, on pourrait prévoir des réactions européennes comparables au traitement de l'immigration albanaise par l'armée italienne.

Pour le moment, les relations extérieures de l'Algérie restent déterminées par sa capacité à assurer ce confinement de la crise, associée à la fourniture en croissance régulière de pétrole et de gaz à l'Europe du Sud. Ce pays a pu en pleine guerre civile doubler sa capacité exportatrice en gaz (doublement du Transmed vers l'Italie et construction du gazoduc Maghreb-Europe vers l'Espagne et le Portugal). La violence peut donc se poursuivre en trouvant les ressources et les hommes nécessaires. Une partie des élites militaires mise sur la poursuite de l'exploitation des rentes de situation alors que d'autres veulent investir l'argent du pétrole pour amorcer un développement industriel autonome sur le modèle turc. Depuis le début des années 1980, sous

l'impulsion du Premier ministre Ozal, la Turquie a pu sortir d'un modèle d'autarcie kemaliste qui n'était pas sans rapport avec l'économie administrée qui a caractérisé l'Algérie depuis 1962. L'émergence d'une classe d'entrepreneurs n'a pas réellement diminué le rôle des militaires.

Si l'armée algérienne se rallie à ce modèle, la gestion d'une transition économique et politique pourrait donc durer quelques années avant de sortir progressivement de la violence et même d'aboutir alors à un certain pluralisme. Les ressources que le pays peut espérer tirer de ce changement de système lui permettraient de s'imposer à nouveau comme puissance dominante au Maghreb, notamment par rapport au Maroc. Elles lui fourniraient également les moyens d'un rapport de force moins déséquilibré avec une Europe unifiée que l'Algérie ne peut ni ne veut intégrer.

En attendant la stabilisation de cette évolution, les militaires algériens espèrent que le monde extérieur les laissera faire, s'ils continuent à remplir leurs engagements. Ils ne craignent aucune intervention dans leurs affaires des pays maghrébins voisins, ni des pays arabes. Le voyage du président Zeroual au Proche-Orient à l'automne 1997 a eu pour objectif de consolider ses soutiens arabes ou, dans le cas de l'Arabie saoudite, de les mobiliser pour plaider sa cause auprès des États-Unis. Certes, la stratégie de transition des militaires algériens repose en premier lieu sur l'acquiescement de l'Europe, que l'on espère obtenir par l'intermédiaire d'autorités françaises complaisantes. Mais elle suppose également une part de connivence américaine que l'on s'emploie à construire en multipliant les contrats d'association dans l'exploration des gisements et l'exploitation du pétrole et du gaz (Bechtel, Chevron, etc.) pouvant déboucher sur des participations plus larges. La prise de position de l'ambassadeur américain à Alger en faveur du processus institutionnel poursuivi par le président Zeroual a constitué, fin septembre 1997, une première réaction en retour. L'arbitrage rendu en juillet précédent par James Baker dans l'affaire du Sahara occidental a aussi ménagé les positions algériennes et est apprécié en ce sens.

Mais si l'horreur au quotidien se poursuit encore longtemps en Algérie, il sera difficile, tant pour l'Europe que pour les États-Unis, de continuer à observer un silence gêné. L'absence d'images et de témoins garantit certes plus longtemps le *statu quo*. L'Europe n'a pas de politique extérieure commune, mais, avec un certain retard, les opinions publiques s'émeuvent du caractère durable des massacres et

finissent par pousser les gouvernements à sortir de leur immobilisme. L'ingérence européenne est impossible ; celle des Nations unies apparaît particulièrement difficile. Mais on peut estimer que le gouvernement algérien n'obtiendrait plus aujourd'hui dans un environnement international complice les aides et les rééchelonnements de dette facilement assurés en 1994. La conditionnalité d'une solution politique moins illusoire que les faux-semblants institutionnels actuels s'imposerait peut-être. Sans aller jusqu'à des mesures de boycott comparables à celles qui touchent la Libye, l'embargo sur les ventes d'armes et la clarification des circuits de corruption des élites pourraient constituer des moyens de pression susceptibles de fissurer le bloc militaire algérien. Il ne faut pas sous-estimer non plus l'effet d'une ouverture plus large des frontières européennes aux demandeurs d'asile victimes de violences d'origines diverses, en ayant le souci d'un fonctionnement plus souple du système de Schengen en matière de visas. On pourrait ainsi voir se constituer à l'extérieur un espace de débat politique s'appuyant sur la société civile et échappant au moins en partie à l'emprise des militaires.

Maintenir l'enfermement actuel permettra à ces derniers, comme aux islamistes, de continuer à martyriser la classe moyenne et le peuple algériens avant de s'entendre pour construire des formes d'exploitation nouvelles. Rompre ce silence complice en s'appuyant sur les manifestations d'une société civile algérienne qui ne peut aujourd'hui se manifester qu'à l'extérieur finirait sans doute par influencer le cours d'un débat interne à l'armée. Pour le moment, celle-ci mise presque exclusivement sur les facteurs sécuritaires pour assurer, au siècle prochain, la continuité transformée de son emprise sur l'économie et la société. Si l'Europe n'a pas les moyens institutionnels de peser collectivement sur ces orientations, un certain nombre de pays européens, tant d'Europe du Nord que d'Europe du Sud, peuvent exercer une influence. Ils pourraient s'appuyer notamment sur les populations d'origine maghrébine installées dans l'espace européen qui souhaitent la fin de la guerre civile en Algérie. Les États-Unis sont déjà indirectement engagés dans le débat du fait du souci algérien d'équilibrer les influences européennes. Cette association peut-elle se transformer en concertation pour ouvrir le système algérien au regard critique de l'extérieur et l'orienter vers un type de rapport moins violent avec sa population ? Sans être de l'ingérence, une telle attitude pèserait certainement sur le débat en cours et rendrait impossible la poursuite de l'horreur au quotidien.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

A court terme, le pouvoir d'État algérien a su s'assurer la maîtrise de la situation. Les islamistes ne constituent plus une option de remplacement crédible. Une politique habile de communication permet aux militaires de masquer l'utilisation de la violence résiduelle pour terroriser la classe moyenne urbaine et tenir à l'écart toute forme d'ingérence extérieure. Faute de disposer d'une capacité de nuisance réelle à l'égard de ses voisins ou de l'extérieur, le gouvernement algérien instrumentalise la martyrisation de la population en trouvant des relais. On ne négocie pas avec les massacreurs d'enfants. L'enfermement actuel des Algériens rend à peu près impossible l'expression
40 d'une autre voix. La livraison du pétrole et du gaz maintient un niveau de ressources largement suffisant pour assurer le fonctionnement d'une économie de guerre civile. Cette fiabilité contribue par ailleurs à la crédibilité des autorités algériennes et les protège contre les pressions extérieures.

Peut-on pour autant considérer la situation comme durable ? Il est d'usage dans les systèmes autoritaires que certaines formes de liberté existent au sein du groupe restreint de ceux qui participent à la gestion de la violence. L'Algérie n'échappe pas à la règle. A certains moments clés (éviction de Chadli, arrêt du processus électoral, acceptation de la candidature de Zeroual à l'élection présidentielle), on a vu fonctionner une sorte de système censitaire perverti dont l'accès était limité aux gestionnaires effectifs de la violence. La stratégie décrite ci-dessus résulte d'une sorte de consensus maintenu au sein d'une élite militaire qui a su gérer jusqu'alors ses différends réels sans affrontements violents ni débats portés sur la place publique. Dans ce noyau, le président n'est pas l'autorité suprême, ni le chef d'état-major le coordinateur incontesté de l'ensemble des moyens répressifs ou des tactiques mises en œuvre. A l'intérieur du groupe, les discussions sur les voies à suivre vont bon train, depuis les années 1980, sur l'accès aux moyens de destruction massive pour créer un rapport de force avec l'extérieur qui assurerait le maintien de l'aide sans ingérence et tiendrait les voisins en respect. Le rééchelonnement de 1994 a imposé l'abandon des filières nucléaires pour obtenir l'aide internationale avec le consentement des États-Unis. Par la suite, la mise en scène contrôlée du péril islamiste a servi à obtenir le même résultat. Il n'est pas certain que cette situation soit durable. La baisse du prix du baril de pétrole

peut recréer les conditions qui avaient fait craindre en 1994 l'exercice de pressions extérieures liées à l'octroi de l'aide. L'ingérence de la Banque mondiale serait sans doute plus efficace que celle du Parlement européen. Les changements de rapports de force peuvent aussi déterminer des évolutions à l'intérieur du groupe des gestionnaires de la violence. Les clivages de génération prendraient alors une signification plus grande, notamment entre ceux qui, sur le terrain, assurent la répression au quotidien en ne retirant que des miettes de la rente pétrolière et ceux qui, dans les états-majors, bénéficient des circuits de corruption en relation avec l'extérieur. Le consensus peut alors éclater ou, pour le moins, évoluer, et le débat sur les stratégies de modernisation servir à recomposer les systèmes d'alliances.

Sur le plan international, les acteurs algériens auront à choisir entre la logique d'un grand marché maghrébin de 100 millions d'habitants lié à l'Europe et les querelles nationalistes héritées du passé. Mais la première option suppose un renoncement à la rivalité entre l'Algérie et le Maroc qui caractérise les relations entre les deux pays depuis leur indépendance, avec comme enjeu pour l'un ou l'autre la domination du Maghreb. Une issue équilibrée du conflit du Sahara occidental consolidant l'emprise marocaine tout en tenant compte des positions algériennes en est la première condition. La mise en œuvre sans surenchère de l'accord de Houston en constituera le test principal. Une relation équilibrée entre les deux pays permettra de jouer sur les complémentarités entre l'agriculture marocaine et l'énergie algérienne et d'ouvrir la porte à des associations industrielles. L'aide européenne devrait favoriser en priorité de telles initiatives et refuser de traiter avec chaque pays séparément dès qu'une complémentarité apparaît possible.

Paradoxalement, l'Europe aurait sans doute intérêt à associer les États-Unis à la stabilisation du sous-système régional maghrébin pour rendre son action plus crédible. Avec le contrôle du commandement de l'OTAN et la présence de la VIe flotte en Méditerranée, ceux-ci disposent déjà de l'instrument militaire de loin le plus puissant de la région. Toute discussion concernant la sécurité dans les rapports Europe-Maghreb ne saurait donc faire abstraction de ce poids des Américains, sachant en outre qu'ils œuvrent à étendre le champ de compétence de l'OTAN avec le soutien de la plupart des pays européens. Ce sont eux qui ont contribué largement en 1994 à dissuader les Algériens de poursuivre un programme nucléaire ambigu s'appuyant sur une aide chinoise. Les problèmes de lutte contre les

trafics de drogue, dans leur dimension liée à l'Amérique latine ou dans les transformations possibles des productions de la région, les concernent également, avec cette fois un intérêt plus ciblé sur le Maroc. Les questions d'énergie les intéressent également dans la mesure où le marché pour ce type de produits a une dimension mondiale qui n'échappe pas à leur influence. La présence de leurs compagnies et de leurs sociétés de service croît en Algérie depuis le début des années 1990 avec les premières mesures de libéralisation. Leur influence diplomatique s'installe avec l'arbitrage de James Baker dans l'affaire du Sahara occidental et va sans doute être plus présente au fur et à mesure des difficultés qui accompagnent la mise en œuvre des accords de Houston. La fermeture des frontières européennes à la suite du retrait des consulats et d'une politique de visas excessivement restrictive rend
42 l'accès du continent américain beaucoup plus facile aujourd'hui pour les élites maghrébines que celui de l'Europe de Schengen. Il en résulte une influence culturelle croissante dans la formation des cadres, y compris demain sur le plan interne algérien si un enseignement privé se développe. La poussée des islamistes, d'un côté, et, de l'autre, la fermeture culturelle de l'Europe, et en particulier de la France, tendent à marginaliser et à déstabiliser une classe moyenne francophone qui souffre d'un double rejet et d'un isolement.

Les États-Unis sont donc installés aujourd'hui de façon durable dans la plupart des domaines d'influence concernant le champ maghrébin, avec un intérêt particulier pour l'Algérie. Or ce pays ne constitue pas pour eux un enjeu majeur de leur politique intérieure, notamment du fait de son engagement tout à fait secondaire dans le conflit israélo-palestinien. Ils disposent donc d'une très grande liberté d'action sans avoir à payer le coût de leur intervention, si celle-ci mécontente l'un de leurs partenaires. La capacité de nuisance du système algérien, qui suffit le plus souvent à paralyser toute velléité d'engagement français, les laisse hors de portée. Ils peuvent donc influencer sans risque le jeu intérieur algérien et ne se sont pas privés en septembre 1997 d'apporter leur soutien au président Zeroual. Ils sauraient sans doute tenir un discours plus cohérent que celui des Européens si une révolution de palais se produisait demain à Alger. Mais la représentation que les Algériens se font de la toute-puissance américaine ne constitue-t-elle pas le meilleur instrument de leur pouvoir face à une vision également construite d'une impuissance européenne, en particulier française ? La sortie de la crise algérienne ne relève pas vraiment d'une initiative internationale. Mais si celle-ci doit

se produire, il vaudrait mieux qu'elle ait une dimension collective européenne et un appui américain, notamment pour ôter aux pays maghrébins l'illusion que l'on peut jouer sur une rivalité américano-européenne dans une surenchère nationaliste concernant l'Algérie et le Maroc.

On est loin dans ce domaine de la politique de non-alignement de l'époque Boumediene, l'Algérie ayant largement amorcé de son côté un rapprochement avec l'OTAN pour s'associer au dialogue sur la sécurité en Méditerranée, ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme, et diversifier ses soutiens extérieurs. Mais il vaut mieux pour revenir au champ interne prendre la dimension des facteurs internationaux qui peuvent contribuer à influencer les acteurs. Si l'on veut se situer dans une perspective à moyen ou long terme, ce sont plutôt les choix économiques fondamentaux esquissés plus haut qui devraient jouer. Ils pourraient s'accompagner d'une réduction de l'arbitraire étatique et de la mise en œuvre de garanties économiques exigées en premier lieu par les investisseurs étrangers, étendues par la suite aux nationaux, présents ou non sur le territoire. Or la logique première de la rentabilité des investissements exige le retour au calme et à la paix civile. On peut donc penser que la voie d'un changement politique gradualiste et réformiste reprenant certains des cheminements explorés par le gouvernement Hamrouche ou par la plate-forme politique de San Egidio devrait être à nouveau tentée sans exclure cette fois dans la recherche du consensus ni les militaires ni les islamistes. On pourrait imaginer pour sortir l'Algérie de la crise le recours à un processus de rapprochement discret des points de vue, s'inspirant autant du modèle d'Oslo que de San Egidio.

RÉSUMÉ

Après un rappel historique de l'origine de la crise, l'article analyse les enjeux des luttes entre clans militaires, les uns voulant préserver leur contrôle exclusif et total sur la rente pétrolière, d'autres cherchant à l'occasion des privatisations à construire une économie fondée plutôt sur la production de biens et services, en s'associant le cas échéant avec certains islamistes bourgeois. L'environnement international pourra jouer un rôle dans l'évolution de la crise, du fait notamment de l'implication des États-Unis que les militaires algériens s'efforcent d'attirer dans le jeu régional pour échapper au tête-à-tête avec l'Europe.